

L'AFRIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS

RAPPORT 2024

THE HOTELS, BRUXELLES
29 MARS 2024

EDITION 2024

#APO2024

PLAN

I. PRÉFACE

II. EXTRAITS DU AFRICA POLITICAL OUTLOOK 2024

III. PRIX DU AFRICA POLITICAL OUTLOOK



PRÉFACE

Le Sommet Africa Political Outlook se réunit pour sa seconde édition, s'appuyant sur le succès retentissant de sa première édition à Bruxelles en 2023. Avec pour thème "L'Afrique à un carrefour", notre objectif reste inébranlable : aborder les défis complexes de gouvernance auxquels l'Afrique est confrontée, renforçant la gouvernance politique, diplomatique et économique à travers le continent.

L'émergence d'alliances dans la puissance des BRICS, les conflits escaladants dans des régions comme la RDC, couplés à l'instabilité politique dans des bastions démocratiques établis tels que le Sénégal, et l'impasse dans les réformes des institutions financières internationales, au milieu des conflits en cours en Ukraine et au Moyen-Orient, soulignent collectivement la nature fragile du paysage géopolitique mondial. **En réponse, l'APO 2024 se concentre sur des thèmes critiques : la résurgence des coups d'État, les dynamiques changeantes dans les relations UE-Afrique, les BRICS, la ZLECAF, la diaspora africaine, la numérisation, et les industries culturelles et créatives.** Ces domaines sont renforcés par des thèmes englobants de jeunesse, de genre et d'innovation.

Conformément à notre vision stratégique, cette première édition du Rapport de l'APO vise à explorer ces domaines thématiques à travers le prisme de quatre dimensions clés : les élections politiques, le changement climatique, l'énergie et le multilatéralisme. **À travers des analyses perspicaces et des commentaires, nous visons non seulement à disséquer le paysage actuel, mais aussi à éclairer les nombreuses possibilités et opportunités qui attendent le continent africain. Malgré les défis, nous croyons que l'Afrique reste un continent débordant de potentiel, doté de ressources abondantes et de la capacité de tracer sa voie vers le progrès et la prospérité.**

Ainsi, avec cette édition et toutes les prochaines éditions du Rapport sur la Perspective Politique Africaine, nous visons à encapsuler les priorités principales qui façonnent la trajectoire de la région pour l'année à venir. **Notre objectif est de mettre en lumière les voies potentielles tout en fournissant des recommandations pour renforcer la résilience et l'avancement politiques, démocratiques et économiques. Nous aspirons à ce que la Perspective Politique Africaine catalyse le dialogue et la construction de solutions face aux défis critiques auxquels le continent est confronté.** À travers notre rapport, nous aspirons non seulement à refléter cette vision, mais aussi à susciter des discussions qui catalysent des résultats de développement plus favorables, pour ouvrir la voie vers un avenir africain défini par la résilience, l'innovation et le progrès collectif.

DISCOURS D'OUVERTURE



SE Awad Sakine AHMAT

Représentant Permanent de l'Union Africaine auprès de l'Union Européenne et du Groupe des États ACP

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour cette merveilleuse opportunité de nous réunir pour la Perspective Politique Africaine. Je tiens également à exprimer que l'Union Africaine est très réceptive au thème et à tout ce qui entoure et émergera de ces échanges, qui seront certainement très riches, car ils abordent les divers défis auxquels l'Afrique est confrontée, suivant, comme vous le savez, des changements stratégiques et géostratégiques, avec un monde en constante mutation et également confronté à de grands défis dans la lutte contre les terroristes, que ce soit au Sahel, dans les pays de la Corne de l'Afrique, ou n'importe où dans le monde, car tout ce qui affecte l'Afrique affecte également l'Europe.

“ Il est essentiel d'avoir une bonne gouvernance pour soutenir toutes les actions positives, assurer leur réussite et garantir que le peuple en bénéficie. ”

- SE Awad Sakine AHMAT

Nous avons des défis liés à l'amélioration des conditions de vie de nos populations. Nous avons aussi un défi majeur, celui de la gouvernance, car sans gouvernance politique et diplomatique, nous ne pouvons y parvenir. Nous avons besoin de la gouvernance pour accompagner toutes les bonnes actions, pour réussir et pour dire que le peuple a décidé, le peuple a bénéficié et le peuple est au travail, car la gouvernance appartient au peuple. C'est donc cela la démocratie, comme le dit le proverbe. La démocratie doit donc être repensée, elle doit être une démocratie non imposée, une démocratie de cœur et d'esprit, une démocratie d'engagement, qui permet déjà aux différentes nations de se traiter en égales, ce qui représente un paradigme très important. Je dis cela à la suite du dernier sommet de février 2022 entre l'Union Africaine et l'Union Européenne, où à l'époque, vous vous en souvenez, il s'agit d'une vieille coopération, mais qui a été soumise longtemps à un paradigme que je n'aime pas beaucoup, celui d'une terre de recyclage. Je crois que nous ne pouvons pas construire des pays à travers des dons.

Venez investir, explorez tout le potentiel, venez, vous êtes chez vous, exploitez, gagnez et nous gagnons également. Cela est très important. Et l'Afrique est ouverte à tous, mais dans le respect des règles qui régissent le bon comportement des États. Je voudrais également, en lien avec le thème, que nos échanges soient très francs. Il est vrai que nous avons organisé tant de groupes de réflexion partout sur des thèmes très divers, mais nous avons besoin d'obtenir des résultats. Je pense que c'est la 2ème ou 3ème édition qui vient juste d'être réalisée.

Nous devons sortir des sentiers battus, pour dire, voici ce qui a été fait, quels jalons ont été posés, et quels sont les véritables besoins en termes de réalisations, et que nous sommes ici et que nous avons atteint un point où nous devons nous arrêter et dire, voici ce que nous avons fait. Donc, je souhaitais que nous échangions très franchement et que nous puissions dire, en termes de défis, ce qu'il reste à faire et quels sont les besoins en termes de réalisations que nous pouvons aborder.

Je suis très ravi car l'audience est très riche et les thèmes qui seront discutés, je pense qu'ils le seront de manière très animée et permettront à chacun, je pense, de tirer de bonnes conclusions de cette rencontre. Je voudrais vous remercier une fois de plus et vous souhaiter tout le meilleur pour nos travaux.



L'Afrique est également confrontée à un défi majeur, celui de la gouvernance. Sans une gouvernance politique et diplomatique solide, elle ne pourra pas progresser.

- SE Awad Sakine AHMAT

REGARDER LE DISCOURS



SE Prof. Emanuela C. Del RE

Représentante Spéciale de l'Union Européenne pour le Sahel

Penser à rassembler toutes les dynamiques, les défis, les questions concernant l'Afrique en ce moment historique. Pour moi, c'est la chose la plus importante pour se préparer pour l'avenir. Je dois dire que dans mon action politique, je parle toujours avec, pas seulement les chefs d'État, les ministres, pas seulement d'Europe, mais aussi d'Afrique, je parle toujours de la nécessité de réfléchir à comment être préparés pour les changements que nous aurons à l'avenir. Je parle également à la société civile, je parle aux activistes, étudiants, chercheurs. Je pense qu'il est vraiment important que nous nous réunissions tous pour réfléchir à ce que nous pouvons faire pour assurer que, surtout pour la nouvelle génération, nous soyons prêts à être présents dans le futur en tant que partenaires fiables et crédibles qui peuvent fournir un soutien pouvant changer la vie des gens. Je pense qu'à ce moment historique, l'Afrique fait face à des défis qui me semblent insurmontables. Mais en même temps, il y a des opportunités venant de l'Afrique qui sont énormes, formidables. Alors, comment trouvons-nous un équilibre entre ces deux aspects ? Comment trouvons-nous des solutions qui peuvent à la fois tirer parti des opportunités et réussir à résoudre les problèmes qui **viennent d'en haut ?**

“

Il est vraiment important de se mettre tous ensemble pour réfléchir à ce que nous devons faire pour garantir que, surtout pour la nouvelle génération, nous serons prêts à être présents dans le futur en tant que partenaires fiables et crédibles, capables d'apporter un soutien susceptible de changer la vie des personnes.

– SE Prof. Emanuela C. Del RE

C'est très difficile, je dois le dire. Mais la première chose est d'être engagé. La deuxième, bien sûr, est d'être conscient de ce qui se passe sur le terrain. C'est pourquoi j'appelle normalement à la complexité. Parce que je pense qu'il est vraiment nécessaire de connaître de l'intérieur ce qui se passe en Afrique, et de ne pas être superficiel. La troisième chose est de compter sur les acteurs fondamentaux, qui sont la société civile, qui sont les diplomates, qui sont les acteurs qui construisent le changement jour après jour et qui peuvent vraiment être conscients de ce qui est nécessaire pour les communautés, pour les individus. Ce n'est pas une tâche facile. Et je dois dire que nous devons reconnaître l'importance de travailler ensemble pour obtenir des résultats. En ce qui concerne l'Union Européenne, je dois dire que nous sommes sur la bonne voie, car nous sommes, par exemple, le principal partenaire d'Israël, non seulement en termes de coopération entre les blocs communs, mais aussi en termes d'aide humanitaire. Et je pense que c'est un signal très important, car cela signifie que nous sommes capables de reconnaître les besoins de la société locale et de fournir des réponses concrètes. En même temps, je pense qu'il y a un besoin d'une nouvelle approche vraiment basée sur l'implication de toutes les composantes de la société. Et c'est quelque chose que j'attends avec impatience, car je veux dire, par exemple, le gène semble vraiment absent de notre processus décisionnel. Nous devons lui donner des opportunités de s'exprimer, d'être le protagoniste.

Bien sûr, de nombreuses forces peuvent participer à ce processus décisionnel. Nous aurons besoin d'un système de gouvernance capable de reconnaître l'importance de la citoyenneté, par

exemple, nous avons besoin d'un système politique qui peut donner l'opportunité de s'exprimer dans l'espace des droits civiques qui se déroule en temps opportun, qui peut vraiment nous offrir l'opportunité d'avoir des protagonistes issus de la société civile, venant de toutes les parties de la société pour contribuer au développement et surtout à la stabilité des différents pays en Afrique.

Nous pouvons beaucoup apprendre de l'Afrique, et l'Afrique a beaucoup à apprendre de nous, car nous pouvons changer notre expérience et notre vision de l'avenir. Donc, je pense que l'événement d'aujourd'hui sera une excellente opportunité pour vous. Je vais m'informer sur les résultats de votre discussion et je vais contribuer à l'avenir car je pense que nous avons tous une grande responsabilité. Pour conclure, le concept de base était que notre avenir, nous ne pouvons pas le nier, nous serons un grand groupe que nous pourrions appeler comme une Europe africaine ou une Afrique européenne et c'est quelque chose à laquelle je pense que nous devons réfléchir ensemble. Je vous souhaite une bonne discussion et je pense qu'il y a vraiment des opportunités. Nous devons mettre en avant les opportunités, car les opportunités nous donnent la chance de résoudre des problèmes et de relever des défis.



On aura besoin d'un système de gouvernance reconnaissant l'importance de la citoyenneté, offrant des opportunités d'expression dans l'espace des droits civils. Cela permettra l'inclusion de protagonistes de la société civile dans le développement et la stabilité des pays africains.

- SE Prof. Emanuela C. Del RE

REGARDER LE DISCOURS



AFRICA AT A CROSSROADS

BRUSSELS | 29TH MARCH



Hon. André FLAHAUT

Ministre d'État
Président Honoraire de la Chambre des Représentants

Mesdames et Messieurs, Vos Excellences, tout d'abord, je tiens à féliciter les organisateurs et les remercier pour l'invitation.

C'est un moment important, c'est votre deuxième édition d'un tel événement, et je crois que de tels événements sont de plus en plus nécessaires, car l'Afrique est certes à la croisée des chemins, mais l'Europe est également à la croisée des chemins. Et ici, Monsieur l'Ambassadeur, je voulais dire que j'ai beaucoup apprécié votre discours, car vous avez souligné les problèmes qui caractérisent aujourd'hui les relations entre les pays du Nord et les pays d'Afrique. Au fil du temps, l'Europe - et je parle aussi pour la Belgique - a quelque peu abandonné l'axe naturel de solidarité qui n'aurait jamais dû être abandonné entre l'Europe et l'Afrique. Et aujourd'hui, nous essayons, dans une certaine Europe, car l'Europe est divisée. C'est une étape de choix. Vous avez les pays limitrophes de la Russie, vous avez les pays du Sud, vous avez le cœur, le noyau, ici, la Belgique, le Luxembourg, également les Pays-Bas dans une certaine mesure, l'axe France-Allemagne qui n'existe plus, qui ont du mal à exprimer des positions communes face aux grands défis. Certainement, en ce qui concerne ce qui se passe en Europe de l'Est, il y a eu beaucoup de mobilisation, et cela continue. Nous avons une appréciation du respect du droit international.



La première étape du partenariat, c'est d'entendre l'expression des besoins des peuples. Et pas uniquement des dirigeants, pas uniquement ceux qui sont en responsabilité, mais aussi ceux qui sont dans la société civile, ceux qui sont dans l'opposition, qui étaient dans la majorité hier.

- Hon. André FLAHAUT

Nous sommes très stricts sur ce qui se passe entre Israël et la Palestine, et quand il s'agit de la situation en Afrique, nous n'en parlons presque pas du tout, même pas dans nos parlements. Hier encore, j'ai interpellé notre Ministre de la Défense – j'ai moi-même occupé ce poste pendant huit ans et demi – pour attirer son attention sur la situation dans l'est du Congo. Où, avec une certaine banalisation, nous voyons des images, mais nous ne réagissons pas suffisamment, et nous ne réagissons pas avec la même intensité. Il est très difficile de faire prononcer le mot "sanction" par les dirigeants européens, y compris la Commission européenne, en relation avec Israël et le mot "sanction" en relation avec le Rwanda. Il ne peut pas y avoir deux lectures du droit international. Donc c'est l'un des premiers principes que l'Europe doit faire accepter aux gens. Ensuite, nous devons également nous assurer que nous soutenons les personnes qui doivent se défendre. Et nous devons aussi comprendre les choses. J'ai récemment assisté à une réunion de parlements européens et nationaux à Bruges. J'étais le seul à parler de l'Afrique à un moment donné. Tous les parlementaires présents, représentant leurs propres parlements, parlaient en fait de l'Ukraine, pas d'Israël-Palestine, de la menace, de la menace de guerre, de l'OTAN, nous manquons de défenses militaires, etc., au détriment d'autres dépenses sociales, par exemple. J'étais le seul à parler de cela, et il y avait une phrase qui m'a choqué, qui venait d'un représentant de la Commission européenne, et c'était de dire "nous ne pouvons pas perdre l'Afrique". À ce moment-là, je peux vous dire que mon sang s'est glacé. Cette phrase me rappelle également, comme je l'ai mentionné plus tôt, deux événements qui ont eu lieu au Cameroun, GECOM 21 et GECOM 23.

Lorsque je suis arrivé pour la première fois au Cameroun, pour cette réunion des villes et communes camerounaises, l'ambassadeur français m'a dit : « Bienvenue chez nous ». Je lui ai répondu : « Il y a quelque chose qui ne va pas ». Et cela continue. Et aujourd'hui, il y a un manque total de compréhension de ce qui se passe.

Il y a un refus d'accepter que le peuple africain doit prendre ses responsabilités, qu'il doit prendre son destin en main, que ce peuple africain devrait également pouvoir déterminer exactement ce qu'il veut. Et quand j'entends que la Commission européenne, qui par hasard, sans doute par distraction, a signé un compromis, un accord de coopération avec le Rwanda sur les minéraux. C'est une incompréhension totale de la situation. Les minéraux se trouvent au Congo et sont extraits de l'autre côté. En fait, le président Kagame a souligné que ces minéraux sont expédiés vers la Russie, Israël, la Belgique et Bruxelles. Une manière de nous rendre également conjointement responsables de cela. Mais que la Commission européenne libère des ressources pour fournir des ressources supplémentaires pour l'exploitation de minéraux qui sont des minéraux de sang et la source du conflit, c'est carrément irresponsable. Même notre Premier ministre, qui préside aujourd'hui la Commission européenne, a dit que c'était malavisé, de la même manière que les 20 millions pour aider l'industrie de l'armement romain. Ce genre d'action montre une ignorance totale, ou un mépris pour l'Afrique et ses peuples. Que la Pologne décide également de donner 20 millions pour le Rwanda et le Mozambique, sans doute pour aider la France, est tout aussi inacceptable. Et cela, voyez-vous, repose sur le principe que... Je vais au Congo depuis 1999, et j'ai été dans beaucoup de pays en Afrique aussi, à divers titres, avec M. Louis Michel à l'époque. Et cela repose sur le principe que nous parlons toujours de coopération, et ce n'est pas le terme approprié à utiliser, coopération. Partenariat est le terme correct à utiliser.

Car le partenariat, voyez-vous, est basé sur le principe du respect mutuel. C'est ce qui, en plus des rencontres comme celles-ci, où nous nous rencontrons, nous nous apprécions mutuellement, nous échangeons, nous discutons dans un esprit d'examen libre, chacun avec ses propres opinions, mais surtout avec le désir de faire des choses et des choses concrètes pour des peuples amis. Eh bien, ce respect mutuel doit venir en premier.

Je ne vais pas contredire ce que le responsable d'ENABEL en Belgique fait sans doute, car c'est bien de cela qu'il s'agit : partenariat, respect, respect pour les personnes qui permettent de construire des choses concrètes.

Mais s'il vous plaît, abstenons-nous de dire aux autres ce que nous pensons être bon pour eux, que ce soit en Europe ou dans nos propres pays. La première étape du partenariat est d'écouter les besoins des gens. Et pas seulement les dirigeants, pas seulement ceux en position de responsabilité, mais aussi ceux de la société civile, ceux de l'opposition, qui étaient majoritaires hier. Au Congo, j'ai côtoyé tout le monde car, en fin de compte, ce qui est important dans le partenariat, c'est le respect, mais c'est aussi la volonté de démontrer notre honnêteté dans la cohérence du discours que nous tenons, quel que soit l'interlocuteur et quelle que soit la période dans laquelle nous nous trouvons. C'est la meilleure façon de mener à bien des projets pour les personnes qu'ils représentent. Et je crois que cela est fondamental à notre approche. Et nous avons tous un rôle à jouer. Et je dis tous, car je crois qu'en Afrique, beaucoup de choses dépendront aussi de l'engagement et de la reconnaissance du rôle joué par toutes les femmes. Dans cet épisode, nous devons comprendre ce qui est révoltant aujourd'hui, que lorsqu'on parle de l'Afrique, lorsqu'on en parle, il y a toujours parfois un sentiment de paternalisme, de condescendance. La première fois que nous sommes allés au Bénin, il y a 25 ans, les Français m'ont dit : « Que faites-vous ici ? C'est notre territoire. » J'ai dit « nous sommes venus travailler, nous avons travaillé avec la population des minoirs, nous avons construit des écoles, nous avons ouvert des zones, etc. Nous avons fait une défense proche et acceptée de notre territoire. Nous avons construit une défense qui est proche et acceptée. Et on en parle encore aujourd'hui. Et vous prolongez sans doute l'action. Et je pense que c'est juste. Car parfois, chez les Européens, dans tous les partis, dans tous les pays, il y a du racisme, un rejet de l'autre, différent de couleur, de peau, de croyances religieuses, mais aussi

un rejet de l'autre qui ne fait pas ce qui est attendu de lui. C'est du néocolonialisme. Et nous ne pouvons pas accepter cela. Nous devons le combattre. Comment lutter contre le racisme, comment lutter contre l'antisémitisme, comment lutter contre toutes les formes de rejet ? Et donc, cette approche est basée sur la population. Et les premières priorités que les responsables nous disent généralement sont la santé, l'éducation, la formation, l'emploi et l'économie.

“

Quand allons-nous comprendre que nous, les nordistes, les occidentaux, les gens du nord, quand allons-nous comprendre que finalement le monde a changé ? Que les pôles économiques sont ailleurs, que le monde arabe se réveille, que l'Afrique se réveille.

- Hon. André FLAHAUT



Formons nos jeunes sur place. Acceptons de les former ici, et puisqu'ils reviennent chez nous pour transformer les produits qui pourrissent sur les terres faute d'entreprises pour les traiter. Ne montons pas des entreprises dans certains lieux, en oubliant de leur donner les clés pour ouvrir la porte et la faire fonctionner. Soyons présents, accompagnons ce processus en partenariat, accompagnons, puis donnons la responsabilité. Les Africains sont aussi capables que nous, voire plus capables que nous, de développer leurs propres entreprises, de développer leurs propres activités, à condition que nous arrêtions de prélever des matières premières, de les transformer ici puis de les renvoyer là-bas pour que vous les consommiez à des prix très élevés. À mon avis, ce sont les voies que nous devons suivre pour réconcilier le Nord et le Sud dans un monde en mutation où les équilibres se déplacent. Quand allons-nous comprendre, nous les nordistes, occidentaux, gens du Nord, quand allons-nous comprendre que le monde a finalement changé, que les pôles économiques sont effectivement ailleurs, que le monde arabe se réveille, que l'Afrique se réveille, et c'est clair que ce qui s'est passé dans les pays du Sahel, bien, j'ai eu l'occasion de rencontrer des présidents qui étaient en fonction avant les coups d'État. Et quand des présidents vous disent, partant d'un parquet - certains d'entre eux

sont toujours en vie aujourd'hui - que le problème avec la lutte contre l'extrémisme, c'est que, pour obtenir des ressources, la France doit contrôler les cordons de la bourse. Lorsque vous avez des présidents qui vous disent qu'ils ont demandé l'accès aux drones, qui sont le meilleur moyen d'observer les mouvements de population et aussi les mouvements extrémistes, et qu'on leur a dit « trop sophistiqué, trop sophistiqué, nous nous en occuperons, nous le ferons pour nous. Lorsque vous avez des dirigeants qui vous disent qu'ils ont demandé des jets de combat, et qu'on leur dit non, nous mettrons des jets de combat à leur disposition, vous ne vous en occupez pas. Cela ne devrait pas surprendre, car à un certain moment, les dirigeants politiques élus, pour ainsi dire, eh bien, ils sont rejetés, et on dit, nous essaierons avec les militaires pour voir si les choses vont mieux.

La population est un peu perdue dans tout cela, mais elle essaie de vivre avec ce système. Il faut comprendre cela, et en fait, ce matin, je lisais les déclarations du président élu du Sénégal, qui est effectivement jeune, il a 44 ans, il est déjà critiqué pour être musulman, et pourtant c'est son rôle le plus strict, et il démontre effectivement qu'il souhaite un développement pour et avec sa jeune population.



Le nouveau panafricanisme doit être intégré et accepté dans cette nouvelle réalité, afin de travailler ensemble dans le respect mutuel et dans un esprit de partenariat.

- Hon. André FLAHAUT

Il parle d'un nouveau panafricanisme, et je pense que c'est ce qui va se passer. Nous devons donc intégrer cela, et nous devons accepter cette nouvelle réalité, pour que nous puissions enfin travailler ensemble dans le respect des autres et en partenariat, et ne pas vouloir imposer notre modèle, en considérant que notre modèle belge, notre modèle européen, notre modèle occidental, est une référence. Le monde a changé. L'avenir appartient à l'Afrique. L'avenir de notre planète repose sur l'Amérique latine et l'Afrique. Le bassin amazonien, le bassin du Congo, c'est notre avenir. Nous devons cesser d'acheter des crédits carbone, des provinces entières sont achetées pratiquement pour nous permettre de continuer à vivre de manière plus ou moins normale aux dépens des autres qui vont ajouter de la valeur. Ainsi, l'avenir est là, vous avez la jeunesse. Nos populations vieillissent. La Russie vieillit, la Chine vieillit, les États-Unis vieillissent mal, même à travers ses dirigeants. Et quelque part, et oui, c'est une observation, c'est vrai, mais quelque part, la jeunesse, elle est là, et c'est votre jeunesse, les échanges migratoires qui doivent avoir lieu qui vont à nouveau fermer nos frontières, qui vont à nouveau renforcer la forteresse Europe, qui vont à nouveau nous faire croire que l'Europe peut tout acheter, y compris certains États pour renvoyer les immigrants chez eux. C'est scandaleux. La Turquie n'est pas en Europe, mais nous n'avons

pas eu à regarder uniquement derrière ses frontières pour les réfugiés. C'est inhumain, c'est inacceptable. Et nous pouvons avoir le courage de revoir cela, et en solidarité, pour garantir qu'il y ait des échanges, qu'il y ait une rencontre entre le Nord et le Sud. Comme je l'ai dit plus tôt, nous ne pouvons pas suffisamment nous tenir informés des problèmes en Afrique pour essayer d'aider, mais nous ne pouvons pas continuer ainsi sur la base des demandes de demain exprimées par le peuple africain et ses responsabilités. Nous devons démontrer, inverser ce processus et donner un sens à une solidarité qui n'aurait jamais dû perdre son intensité. Et cela, je crois, est une mission importante pour l'Europe, qui est à un carrefour. Nous verrons comment se dérouleront les prochaines élections européennes dans notre pays. Je vous assure, je ne suis pas candidat, en vertu de la loi. Nous verrons quel sera le résultat de ces élections, mais nous avons les plus grandes craintes que les forces du rejet et de l'extrémisme accentuent encore la frontière entre le Nord et le Sud, ce qui nuira à nouveau à ces partenariats, nuira aux populations, aux frères et sœurs qui sont en Afrique, et qui doivent absolument être à leurs côtés pour travailler ensemble en tant que partenaires et avoir un retour équilibré des activités que nous menons. Voilà, j'ai peut-être été un peu long, mais c'était encore un peu parlementaire.

REGARDER LE DISCOURS



AFRICA AT A

BRUSSELS | 29

Adébissi DJOGAN

Directeur Exécutif
Africa Political Outlook

Excellences, Honorables et Distingués Invités, Mesdames et Messieurs, Chers Amis, C'est avec humilité et gratitude que j'ai l'honneur de vous accueillir à la deuxième édition de l'Africa Political Outlook.

En établissant l'année dernière ce rassemblement de décideurs, d'énergies et d'expertises, nous visons à créer un nouveau conclave des esprits, un phare d'intelligence collective et de prise de décision stratégique, ainsi qu'un moment pour célébrer la résilience inégalée et le dynamisme du continent africain - des majestueuses plaines du Serengeti aux pulsations des métropoles telles que Lagos, Nairobi, Abidjan, Dakar, et au-delà jusqu'à Paris et Bruxelles. Cette Afrique, ce monde-Afrique, porte un message d'espoir et d'avenir, éloquentement incarné par votre présence ici, dont vous êtes remerciés.

Un grand merci va également aux délégations et dirigeants qui ont voyagé depuis le continent africain et d'autres régions européennes, aux équipes et partenaires qui ont activement contribué à rendre cette rencontre possible. Du fond du cœur, merci.

“
Sur un continent débordant d'énergie, où 3 personnes sur 4 ont moins de 30 ans, la jeunesse est devenue plus qu'un phénomène : c'est devenu une force incontournable que nul ne peut plus ignorer, confiner ou reléguer.

- Adébissi DJOGAN

Notre thème cette année, « L'Afrique à la croisée des chemins », a un sens prospectif mais si actuel à un moment pivot de l'histoire du continent et de la planète. En effet, nous sommes témoins d'une histoire qui s'écrit avec ses fluctuations, tumultes, points, ruptures et espoirs. Mais l'essence, plutôt que d'être écrite, mérite, voire exige que nous en soyons les acteurs.

Dans ce contexte, l'événement électoral récent au Sénégal, couronnant le plus jeune président de l'histoire du pays, résonne à la fois comme un cri d'espoir et un puissant préambule à notre rencontre. Cette transition illustre non seulement la vitalité de notre thème mais marque également un potentiel tournant pour l'Afrique, riche d'enseignements cruciaux. Il indique, il me semble, sinon le chemin, alors un horizon vers cette possibilité africaine.

Ce printemps sénégalais, il est juste de le dire, nous enseigne trois leçons essentielles.

Premièrement, le chemin sera celui de la jeunesse. Sur un continent débordant d'énergie, où 3 personnes sur 4 ont moins de 30 ans, la jeunesse est devenue plus qu'un phénomène : elle est devenue une force indéniable que personne ne peut ignorer, confiner ou reléguer. La pierre rejetée par les bâtisseurs est devenue la pierre angulaire. Et, par les armes ou les urnes, de manière violente ou pacifique, la question n'est plus de savoir si cette jeunesse prendra le pouvoir, mais quand. Le défi ultime reste le chemin institutionnel, structurel, politique de la transmission du relais.

Je crois en et plaide pour des solutions audacieuses : imposer des quotas de jeunes et de femmes dans les gouvernements et les administrations, fixer une limite d'âge pour l'accès à certains mandats, inventer de nouveaux espaces horizontaux pour le dialogue, la co-construction de l'action publique, la responsabilité. En embrassant le potentiel de la jeunesse, notamment en termes de représentation politique, nous donnerons de l'espace et de la place à de nouvelles solutions, paradigmes, manières de voir, de faire, de penser et de construire. Il ne s'agit pas de déconstruire ou d'opposer les générations mais de tisser la nouvelle

corde autour de l'ancienne, osant inventer l'avenir avec ceux qui le représentent.

Ce que nous dit également ce printemps sénégalais, c'est que ce chemin sera aussi numérique. C'est probablement la première fois dans l'histoire politique du continent africain que les nouvelles technologies ont joué un rôle aussi décisif dans une transition politique. Nous sommes entrés dans l'ère de la démocratie numérique en Afrique. Et au-delà du vote, la technologie numérique offre les leviers les plus puissants pour une gouvernance vertueuse, la citoyenneté, l'inclusion, la responsabilité, les droits de l'homme, la justice et le contrôle de l'action publique. Ce nouveau monde, dans lequel 8 Africains sur 10 sont connectés aux nouvelles technologies, est déjà né, mais il reste encore à être organisé, optimisé et à saisir son dividende numérique.

Enfin, ce chemin sera celui de la souveraineté. Ce n'est pas un mauvais mot. Et la crise de la COVID, la guerre en Ukraine, ont démontré ici et partout l'importance de l'autonomie stratégique. La souveraineté économique, culturelle, technologique, énergétique, monétaire, éducative et politique émerge comme l'une des nouvelles batailles de la nouvelle génération. Mais il faudra également lui donner un contenu, un sens qui contrecarre les anti-discours ou postures. Cette souveraineté ne sera pas atteinte contre les autres ; elle sera pour et avec eux. L'avènement de l'intelligence artificielle accélère la transition de l'économie de la connaissance à ce qui ressemble à l'économie des données. Le défi climatique nécessite une voix et des politiques publiques qui réconcilient les enjeux mondiaux avec les défis locaux d'émergence du continent. La sécurité internationale et les chocs géopolitiques débordent souvent sur le continent, qui se retrouve à gérer ou à être le théâtre de batailles entre grands éléphants. La souveraineté ne peut donc être fermeture, repli, autarcie, rétrécissement. Elle ne peut pas non plus être une ouverture débridée, une dérégulation, une désétatisation. Là encore, il y a un chemin, un chemin africain à tracer.

Ces défis sont la trame de notre époque. Ils nous interpellent avec urgence et exigent aujourd'hui, plus qu'hier, de redéfinir l'émergence, de réinventer la solidarité et la coopération internationale, et d'insuffler une nouvelle vie à un paradigme pour des institutions globales et continentales qui sont à bout de souffle, pour régénérer et revitaliser le multilatéralisme. L'Africa Political Outlook est également une contribution à cette grande bataille partagée.

Comme l'a souligné le président américain Barack Obama, « Le changement ne viendra pas si nous attendons quelqu'un d'autre ou un autre moment. Nous sommes ceux que nous attendions. Nous sommes le changement que nous cherchons. »

Alors que nous nous trouvons à l'aube d'un changement significatif, j'ai l'espoir fervent que notre convergence aujourd'hui au sein de l'APO nous permettra non seulement de déchiffrer collectivement ces enjeux, mais aussi de tracer méthodiquement la voie vers un avenir de possibilités, de prospérité, de dignité et de fierté. De plus, de trouver en nous-mêmes les agents de changement nécessaires que nous attendons et que nous nous devons d'être.

Mandela a dit : « Cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. »

Nous pouvons le faire. Merci.



En Afrique, nous avons inauguré l'ère de la digital democracy, la démocratie numérique. Outre le vote, le numérique offre des moyens puissants pour une gouvernance vertueuse, une citoyenneté inclusive, une redevabilité renforcée, la défense des droits humains et de la justice, ainsi qu'un contrôle accru de l'action publique.

- Adébiyi DJOGAN

REGARDER LE DISCOURS

PANEL 1

AUTOPSIE DU GLOBAL GATEWAY : DYNAMIQUES DES RELATIONS UE-AFRIQUE



Salima YENBOU
Membre du Parlement européen



Asad BEG
Conseiller principal à la division Pan-Afrique du SEAE



Jean Van WETTER
Directeur Général
ENABEL (Agence belge de coopération)



Moderateur
Christopher DOMBA
Adjoint au maire
Ville de Melun



Stefano PALMIERI
Vice-président de la Section de l'Union économique et monétaire et de la Cohésion économique et sociale, Comité économique et social européen (CESE), membre du Comité de suivi ACP-UE

Le premier panel de l’Africa Political Outlook, intitulé « Autopsie du Global Gateway : Dynamiques des relations entre l’UE et l’Afrique », a débuté par une introduction qui soulignait l’essence du Global Gateway. Cette nouvelle stratégie de la Commission européenne vise à mobiliser jusqu’à 300 milliards d’euros d’investissements entre 2021 et 2027 pour financer des projets durables et de haute valeur. Le panel était composé de Salima YENBOU, membre du Parlement européen ; Jean Van WETTER, directeur général d’ENABEL (Agence belge de coopération) ; Stefano PALMIERI, vice-président de la Section de l’Union économique et monétaire et de la Cohésion économique et sociale, Comité économique et social européen (CESE), membre du Comité de suivi ACP-UE ; et Asad BEG, conseiller principal à la division Pan-Afrique du SEAE. Ils ont discuté des objectifs, des défis et des visions entourant le Global Gateway, offrant des perspectives sur l’évolution des relations UE-Afrique.

Salima YENBOU a souligné la nécessité d’un changement de paradigme dans la manière de voir l’Afrique, passant d’une perspective d’aide au développement à une approche de partenariat et de co-création, insistant sur l’importance de reconnaître les binationaux comme des ponts naturels entre l’Europe et l’Afrique. Elle a mis en lumière l’absence de considérations culturelles dans le Global Gateway et a appelé à l’inclusion de la culture pour construire des ponts durables, mentionnant la question de la restitution des artefacts pillés et la nécessité d’impliquer les femmes et les jeunes dans la formation de l’avenir.

Jean Van WETTER a discuté des implications pratiques du Global Gateway, citant un projet au Bénin qui a démontré la synergie des initiatives de l’Union européenne avec l’investissement du secteur privé et la gouvernance locale. Il a abordé les critiques telles que la lenteur de la mise en œuvre de l’initiative et le manque de clarté, mais a soutenu que le Global Gateway représente un partenariat stratégique et mutuel plutôt qu’une charité, en soulignant l’alignement des intérêts africains et européens.

Stefano PALMIERI a fourni une évaluation critique du Global Gateway, exprimant des préoccupations concernant son budget et les attentes optimistes en matière d’investissement du secteur privé. Il a appelé à un processus véritablement participatif et inclusif, assurant que les projets produisent des résultats gagnant-gagnant pour les deux continents et a souligné l’importance de respecter les principes qui favorisent la paix, les droits de l’homme et les normes du travail.

“ Il faut construire des relations nouvelles avec cette nouvelle jeunesse africaine et cette nouvelle jeunesse européenne. Il faut construire des liens pour ce futur. Ce futur, il faut absolument qu’on le construise à travers aussi l’éducation.

- Salima YENBOU



Asad BEG a introduit la métaphore de l'éléphant pour illustrer les perceptions variées du Global Gateway, plaidant pour la conversation, la co-création et la concrétisation de l'initiative. Il a mis en avant l'importance démographique et le potentiel de l'Afrique, soulignant la nécessité de s'attaquer à la prospérité, à la sécurité, à la gouvernance, aux personnes et à la planète. BEG a insisté sur la nécessité pour l'Europe d'être rapide et concrète dans ses actions tout en apprenant d'autres acteurs internationaux.

En conclusion, les panélistes ont reconnu le potentiel du Global Gateway à favoriser un avenir plus équitable et durable pour les relations UE-Afrique. Ils ont souligné la nécessité de projets à petite échelle, impactants, de liens culturels, et de la promotion de l'intégration régionale et des modèles sociaux qui pourraient servir de fondement à un partenariat renforcé.

“

Il y a d'autres acteurs, d'autres partenaires qui doivent se mettre ensemble pour renforcer un partenariat plus fort entre l'Europe et l'Afrique.

-Jean Van WETTER

RECOMMANDATIONS CLÉS

1. **Changer de paradigme et adopter une approche de co-création**

Reconnaître l'Afrique comme un continent vibrant et dynamique et l'aborder comme un partenaire égal, en dépassant les notions traditionnelles de développement pour une relation fondée sur des bénéfices mutuels et le respect. Ce changement de paradigme devrait conduire à s'assurer que les projets et initiatives sont développés en collaboration avec les partenaires africains, répondant aux besoins réels sur le terrain plutôt que d'imposer des solutions, pour garantir pertinence et efficacité.

2. **Engager les diasporas comme ponts**

Utiliser les identités biculturelles et binationales des diasporas comme connecteurs naturels entre l'Afrique et l'Europe, en tirant parti de leur compréhension inhérente des deux cultures pour faciliter la communication et la collaboration.

3. **Intégrer la culture dans les initiatives de développement**

Reconnaître le rôle crucial de la culture dans la création de connexions durables. Assurer que l'échange culturel et la restitution des biens culturels sont intégrés à la stratégie du Global Gateway, reflétant l'histoire partagée et les valeurs.

4. **Renforcer l'accent sur la jeunesse et les femmes**

Engager activement la jeunesse africaine et européenne et assurer l'égalité des genres dans tous les programmes. Construire un avenir qui exploite le dynamisme et le potentiel des jeunes et place les femmes au centre des efforts de développement est crucial.

5. **Améliorer la transparence et la clarté**

Répondre aux critiques du Global Gateway concernant sa complexité perçue et son manque de clarté. Un effort concerté pour démystifier les mécanismes de l'initiative et les lignes de financement favorisera une plus grande participation et coopération.

6. **Investir dans des micro-projets et des initiatives communautaires**

Reconnaître l'importance des initiatives à petite échelle qui répondent à des besoins immédiats et pratiques, tels que les ressources éducatives ou le transport de santé, pouvant avoir un impact profond sur les communautés.

7. **Faciliter l'apprentissage et l'échange transcontinentaux**

Créer un programme Erasmus africain pour permettre l'échange et l'apprentissage interafricain des jeunes. De telles initiatives renforceraient la cohésion intra-africaine et soutiendraient les objectifs d'intégration et d'unité de l'Union africaine.

REGARDER LE DISCOURS

PANEL 2

DISCOURS D'OUVERTURE : LE POUVOIR DES FEMMES POUR APPORTER UN CHANGEMENT POLITIQUE



Christelle V. MUKONGO

Députée nationale (RDC), Présidente de la Ligue Mondiale des Parlementaires pour l'Abolition de la Peine de Mort

Le deuxième panel de la conférence Africa Political Outlook a réuni un panel distingué pour discuter d'une question pressante pour le continent.

Dans son discours d'ouverture : Le pouvoir des femmes pour apporter un changement politique, Christelle V. Mukongo a souligné le rôle significatif que les femmes ont joué dans le changement politique à travers l'histoire. De Emeline Pankhurst et son mouvement suffragiste au Royaume-Uni à Rosa Parks et son rôle pivot dans le mouvement des droits civiques américain, les femmes ont été à l'avant-garde de la lutte pour les droits civiques et politiques. Mukongo a souligné que malgré les progrès, la lutte pour l'égalité et la représentation continue. Elle a plaidé pour une participation politique accrue et des rôles de leadership pour les femmes, notant ses efforts en RDC pour faire appliquer un mandat selon lequel les listes électorales doivent présenter 50 % de candidates féminines pour améliorer la représentation des femmes à l'assemblée nationale.

PANEL 2

LA RÉSURGENCE DES COUPS D'ÉTAT EN AFRIQUE : REPENSER, RÉINVENTER ET RECONSTRUIRE LES DÉMOCRATIES



Hon. Abshir Aden FERRO
Président, Alliance pour l'Avenir -
Xisbiga Isbahaysiga Mustaqabalka,
Somalie



Sébastien F.W. BRACK
Conseiller Senior & Représentant
auprès de l'Union Européenne,
Fondation Kofi Annan



Hon. José Luis TAVARES
Vice-Président chargé des relations
internationales, MpD, Mouvement
pour la Démocratie & ancien
Ministre de la Défense et des Affaires
Étrangères, Cap-Vert



Moderateur
Philippe LAWSON
Rédacteur en Chef
L-POST

Le panel a exploré les multiples raisons derrière la résurgence des coups d'État en Afrique, incluant les échecs de gouvernance, la corruption, les disparités économiques et un décalage entre les élites dirigeantes et la population, en particulier les jeunes. Les intervenants ont souligné la nécessité de répondre aux besoins sociétaux de base tels que la santé, l'éducation et l'emploi pour prévenir les conditions menant aux coups d'État.

Hon. Abshir Aden Ferro a souligné l'interaction complexe des influences externes et des défis internes, en insistant sur l'importance d'un processus démocratique authentique et le rôle de la communauté internationale dans le soutien aux nations africaines sans imposer de solutions externes.

Sébastien F.W. Brack a fourni des perspectives sur le recul démocratique qui précède souvent les prises de pouvoir militaires. Il a argumenté que, bien que les coups d'État puissent initialement être accueillis comme un moyen de changement, leur impact à long terme est préjudiciable à la gouvernance démocratique et au développement socio-économique. Brack a souligné le rôle essentiel de l'insatisfaction des jeunes et le besoin urgent de renouvellement démocratique et de bonne gouvernance pour aborder les causes profondes de l'instabilité.

Hon. José Luis Tavares a évoqué les succès démocratiques en Afrique, comme au Cap-Vert, et a appelé à un retour à une démocratie authentique, où les gouvernements sont responsables et la direction est au service du peuple. Tavares a insisté sur le fait que, bien que difficile, la démocratie reste le meilleur système pour la gouvernance et le développement.

“
C'est un art très noble, la politique. C'est servir l'autre, c'est travailler pour l'autre, c'est croire en son pays. Et si on arrive à le faire d'une manière honnête et responsable, on peut changer les choses.

- Hon. José Luis TAVARES



RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Aborder les causes profondes du mécontentement

Identifier et s'attaquer aux problèmes sous-jacents alimentant l'insatisfaction publique, tels que la corruption, la mauvaise gouvernance et le manque de services de base, qui précipitent souvent les coups d'État.

2. Améliorer l'éducation civique et l'engagement public

Augmenter les efforts en matière d'éducation civique pour construire une citoyenneté mieux informée et plus engagée, capable de participer activement au processus démocratique et de tenir les dirigeants responsables.

3. Promouvoir l'égalité des genres et le leadership féminin

Encourager la participation active et le leadership des femmes en politique, et reconnaître leur rôle dans le changement politique, comme le soulignent les expériences partagées de divers pays.

4. Soutenir le développement économique et la création d'emplois

Reconnaître le lien entre le désenchantement économique, en particulier chez les jeunes, et l'instabilité politique. Les initiatives qui favorisent les opportunités économiques peuvent atténuer l'attrait des changements de pouvoir non démocratiques.

5. Encourager des processus électoraux transparents et équitables

Assurer des élections libres, équitables et transparentes pour restaurer la confiance du public dans le processus démocratique. Cela implique de réformer les organismes et les processus électoraux pour prévenir la manipulation et garantir l'inclusivité.

6. Favoriser le dialogue et la réconciliation

Promouvoir un dialogue ouvert et inclusif entre les acteurs politiques, la société civile et le grand public pour aborder les griefs et construire un consensus sur la voie à suivre pour la gouvernance démocratique.

7. Coopération internationale et non-ingérence

Souligner l'importance de la coopération internationale dans le soutien aux institutions et processus démocratiques, tout en mettant en garde contre les interférences extérieures susceptibles de saper les structures de gouvernance locales.

8. Tirer parti de la technologie et de l'innovation

Utiliser la technologie pour améliorer la participation politique, la gouvernance et la transparence. Les plateformes numériques peuvent jouer un rôle crucial dans l'engagement des jeunes et la promotion des valeurs démocratiques.

9. Renforcer les cadres juridiques contre les coups d'État

Renforcer les mécanismes juridiques et constitutionnels qui découragent les coups d'État, y compris les sanctions contre ceux qui tentent de s'emparer du pouvoir par des moyens non démocratiques, tout en garantissant que l'armée reste apolitique et subordonnée à l'autorité civile.

REGARDER LE DISCOURS

PANEL 3

DISCOURS D'OUVERTURE : PROPULSER L'AFRIQUE DANS L'ÉCONOMIE DE DEMAIN : LE DÉFI STRATÉGIQUE DES MINÉRAUX CRITIQUES



Mouctar BAH

Economiste et Président
Brussels-Africa Hub

Dans son discours d'ouverture, Mouctar Bah, économiste et président du Brussels-Africa Hub, a exploré le rôle pivot des minéraux critiques pour propulser l'Afrique dans l'économie future. En traçant des parallèles avec le développement économique de l'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie sous le président Joko Widodo, Bah a suggéré que l'Afrique pourrait reproduire des modèles de croissance similaires. Il a détaillé comment l'Indonésie a utilisé ses ressources en nickel pour renforcer sa position dans l'industrie des véhicules électriques, montrant un passage de l'exportation de matières premières à la production et au raffinement localisés – un modèle que l'Afrique pourrait aspirer à suivre.

Bah a présenté un examen critique du Critical Minerals Act de l'Union européenne et de ses implications pour l'Afrique. Il a souligné l'importance essentielle du cobalt, du cuivre, du nickel et du lithium pour l'industrie automobile et comment l'Afrique, en particulier la République démocratique du Congo (RDC), joue un rôle crucial dans l'approvisionnement de ces minéraux. Cependant, il a également noté que la majorité de ces minéraux sont raffinés hors du continent, notamment en Chine, soulignant une occasion manquée pour l'Afrique de capturer plus de valeur de ses ressources naturelles.



Le discours a mis en lumière l'approche transformatrice adoptée par l'Indonésie pour construire une classe moyenne durable et favoriser la fabrication locale de véhicules électriques en imposant le raffinement local des minéraux. Bah a suggéré que l'Afrique pourrait connaître un succès similaire en investissant dans les infrastructures, en adoptant des politiques stratégiques claires et en insistant sur le traitement local pour retenir plus de valeur sur le continent.

Mouctar Bah a critiqué les pratiques actuelles dans des pays comme la Guinée Conakry, où les projets miniers se concentrent principalement sur l'exportation de minerai brut sans traitement local. Il a contrasté cela avec des projets alignés sur l'initiative Global Gateway, qui mettent encore l'accent sur l'exportation de matières premières plutôt que sur l'ajout de valeur locale.



Sylvie BAÏPO-TEMON

Ministre des Affaires étrangères
République centrafricaine

Dans son discours d'ouverture virtuel à l'édition 2024 de l'Africa Political Outlook, Sylvie Baïpo Taimon a livré un récit captivant depuis Bangui, la République centrafricaine, sur le moment pivot de l'Afrique dans l'histoire et ses voies potentielles vers le développement économique et social. Avec l'Afrique positionnée "à un carrefour", elle a élucidé les défis et opportunités du continent

dans un contexte mondial marqué par les conflits, les tensions économiques, les crises sanitaires comme la COVID-19, et les effets néfastes du changement climatique. Ces obstacles, a-t-elle argué, nous éloignent des Objectifs de Développement Durable prévus pour 2030, nécessitant une réévaluation profonde des stratégies de développement.

L'Honorable Ministre Baipo Taimon a souligné la formation de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) comme une étape significative vers l'intégration économique de l'Afrique. Mettant en avant la ZLECAf comme un catalyseur pour le commerce intra-africain et un moteur clé pour sortir les gens de la pauvreté, elle a appelé à des stratégies unifiées pour améliorer la croissance économique à travers les États membres et réduire les disparités pour stimuler le commerce intra-africain.

L'Afrique, riche en ressources naturelles et en potentiel démographique, a été décrite comme une puissance économique inexploitée qui pourrait contribuer de manière significative au développement mondial si elle était correctement valorisée. Baipo Taimon a noté l'estimation de l'OCDE selon laquelle l'Afrique devrait mobiliser 1,6 trillion de dollars ou 200 millions de dollars annuellement d'ici 2030 pour atteindre les Objectifs de Développement Durable — un objectif apparemment inatteignable dans les circonstances mondiales actuelles. Pourtant, l'urgence demeure pour l'Afrique de contempler profondément sa trajectoire de développement.

Le discours a ensuite approfondi l'impératif d'investissement pour la croissance de l'Afrique, soulignant la nécessité de créer un environnement commercial propice et attractif, d'améliorer la gouvernance, de lutter contre la corruption, de tirer parti de la diaspora africaine, de diversifier

les partenariats et de développer les infrastructures. La République centrafricaine (RCA) a été mise en avant comme un exemple parfait d'un pays à la croisée des chemins, doté d'une immense richesse minérale mais aux prises avec de nombreux défis qui entravent l'investissement et le progrès économique.

Baipo Taimon a plaidé avec passion pour des efforts concertés afin de soutenir le développement de l'Afrique et, en particulier, de la RCA, invitant les investisseurs et les agences de développement à explorer le potentiel du continent et de la RCA. En mettant l'accent sur la volonté politique et les rêves collectifs de ses habitants, elle a présenté une vision où les ressources de l'Afrique et de la RCA conduisent à des terres prospères qui profitent non seulement à leurs habitants mais contribuent également à la prospérité mondiale.

En résumé, le discours d'ouverture de Sylvie Baipo Taimon a été un appel à l'action pour que l'Afrique s'unifie, élabore des stratégies et capitalise sur son potentiel intrinsèque pour naviguer à la croisée des chemins vers un développement durable et une autonomisation économique. Elle a souligné le rôle indispensable du soutien international, de l'investissement et d'un paradigme de partenariat réinventé qui respecte la souveraineté de l'Afrique et son potentiel en tant qu'acteur économique mondial.

PANEL 3

INVESTIR EN AFRIQUE : LA ZLECAF, LA DIASPORA ET L'INVESTISSEMENT D'IMPACT COMME NOUVEAUX CATALYSEURS POUR L'ÉMERGENCE

AFRICA AT A CROSSROADS

BRUSSELS | 29TH MARCH

L'AFRIQUE À LA CROISÉE
DES CHEMINS

BRUXELLES | 29 MARS



Amb. S. Al-moustapha K.

Ambassadeur extraordinaire & Envoyé spécial du Président du Libéria, SE Joseph Boakai



Richard MILLER

Ancien conseiller spécial du président Louis Michel



Paramita DASGUPTA

Conseillère pays et gestionnaire en économie, Corporation Financière Internationale (IFC), représentant Makhtar Diop, directeur général et vice-président exécutif, IFC



Moderateur

Viwanou GNASSOUNOU

Ancien secrétaire général adjoint, Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Les discussions de ce panel se sont concentrées sur l'exploitation de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), de la diaspora et de l'investissement d'impact pour alimenter l'émergence économique de l'Afrique.

L'Ambassadeur Sheikh Al-Moustapha Kouyateh a souligné avec passion la nécessité pour l'Afrique d'exploiter ses vastes ressources pour un développement durable. Il a mis en avant l'engagement du Libéria en faveur de l'industrialisation et de la priorisation de l'agriculture, soulignant la nécessité de politiques garantissant qu'une partie significative des ressources naturelles soit transformée localement afin de créer des emplois et de stimuler la croissance économique.

Paramita Dasgupta de la Corporation Financière Internationale (IFC) a éclairé le rôle crucial du secteur privé dans la réalisation du potentiel de la ZLECAf. Elle a souligné la nécessité d'améliorer le commerce intra-africain, qui pourrait potentiellement augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars et augmenter de manière significative les opportunités d'emploi pour les jeunes. L'approche de l'IFC inclut une concentration sur des secteurs clés tels que l'agriculture, la fabrication, la santé et les infrastructures pour favoriser l'ajout de valeur local et les chaînes de valeur régionales.

Richard Miller, réfléchissant à l'expérience européenne, a plaidé pour une forte implication de l'État dans l'éducation et les infrastructures afin de doter les jeunes des compétences nécessaires pour l'ère numérique. Il a suggéré que la richesse de l'Afrique en minéraux critiques offre une opportunité unique, mais a averti que le continent doit agir rapidement pour capitaliser sur ces actifs avant que la demande mondiale ne se déplace en raison des avancées technologiques et des innovations en matière de recyclage.

Le dialogue a également exploré le potentiel de transformation de la diaspora en tant que pont entre l'Afrique et le marché mondial. Il a été noté que la diaspora pourrait jouer un rôle pivot dans le transfert de connaissances, compétences et capitaux vers le continent. Un appel vigoureux a été lancé pour des investissements significatifs dans les infrastructures matérielles et immatérielles afin de faciliter la libre circulation des biens, des services et des personnes à travers les frontières, ce qui est essentiel pour le succès de la ZLECAf.

Soulignant le fossé numérique, les panélistes ont convenu de l'urgence d'améliorer l'infrastructure numérique pour ouvrir de nouvelles voies de développement économique et d'intégration dans l'économie mondiale. Mettant en évidence l'importance d'aligner les systèmes éducatifs avec les besoins de l'économie moderne, la discussion a souligné la nécessité d'une refonte majeure de l'éducation pour préparer la jeunesse africaine aux emplois de demain.

“
C'est un beau concept, le gagnant-gagnant, mais lorsque l'on examine l'histoire, cela a toujours été un gain pour l'Europe, rarement pour l'Afrique, voire jamais.

– Richard Miller

RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Améliorer les infrastructures numériques et physiques

Investir dans des infrastructures critiques, tant numériques que physiques, pour soutenir la mise en œuvre effective de la ZLECAf. Cela inclut l'amélioration de la connectivité Internet, des réseaux de transport, et de l'accès à l'énergie pour permettre des flux commerciaux et d'investissement sans heurts à travers le continent.

2. Favoriser l'ajout de valeur local et la fabrication

Encourager le développement des industries locales et l'ajout de valeur aux matières premières. Cette approche vise à augmenter le commerce intra-africain et à réduire la dépendance aux importations, en alignement avec les objectifs de la ZLECAf.

3. Créer des environnements propices aux investissements

Les panélistes ont appelé à l'amélioration des cadres réglementaires qui encouragent les investissements, protègent la propriété intellectuelle et assurent une concurrence équitable. En simplifiant les processus d'enregistrement des entreprises, en garantissant l'indépendance judiciaire et en luttant contre la corruption, les pays africains peuvent attirer des investissements nationaux et étrangers.

4. Améliorer l'intégration régionale et la coopération

Travailler vers une intégration régionale plus profonde pour faciliter le commerce et l'investissement. Cela comprend l'harmonisation des politiques commerciales, la suppression des barrières non tarifaires et l'amélioration de la coopération transfrontalière.

5. Réforme éducative et investissement dans le capital humain

Richard MILLER a plaidé pour des réformes éducatives complètes qui donnent la priorité aux STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) et à la formation professionnelle. Cette approche vise à doter la jeunesse africaine des compétences nécessaires pour une économie moderne, en mettant l'accent sur le potentiel créatif et innovant du continent.

REGARDER LE DISCOURS

PANEL 4

DISCOURS D'OUVERTURE : DIASPORAS UNIES D'AFRIQUE : AU-DELÀ DU PARADIGME DES TRANSFERTS DE FONDS



Alhaji Allie BANGURA

Fondateur
ADAN Impact & ADAN e.V

Le panel “Tirer parti de nos communs : le potentiel de l’innovation entrepreneuriale, du dialogue entre villes et de la mobilité circulaire” s’est déroulé avec une riche tapisserie d’aperçus et d’opportunités concernant les politiques de développement et les écosystèmes entrepreneuriaux en Afrique.

Le discours d’ouverture d’Alhaji Allie Bangura a souligné le rôle crucial de la diaspora africaine au-delà du paradigme conventionnel des transferts de fonds, suggérant une influence plus profonde et un potentiel d’impact en Europe et dans le monde. Se concentrant sur l’influence de la diaspora, Bangura a mis en lumière l’absence notable d’une présence africaine forte dans les secteurs clés en Europe et au-delà, en soulignant la disparité entre le

potentiel de la diaspora et sa réalisation actuelle.

Le parcours de Bangura, passant de banquier à entrepreneur social, souligne une préoccupation pivotale : la lutte de la diaspora africaine pour prospérer en raison de barrières systémiques. À travers une comparaison convaincante avec le succès de la diaspora indienne, il a illustré comment des individus d’origine indienne dirigent de grandes entreprises mondiales et des gouvernements, exerçant efficacement un pouvoir doux pour favoriser l’image de l’Inde à l’étranger. Cette comparaison sert non seulement d’inspiration mais aussi de modèle pour la manière dont la diaspora africaine pourrait de même exercer une influence significative.

Au cœur de son argumentation se trouve le concept de pouvoir doux, qu'il affirme être amplifié par la capacité de la diaspora à tirer parti de la culture, des valeurs politiques et de la politique étrangère à des fins transformatrices. Il a partagé des statistiques frappantes sur les contributions économiques de la diaspora indienne, suggérant que des réalisations similaires pourraient être à portée de main pour la diaspora africaine, à condition que des efforts stratégiques soient mobilisés en ce sens.

Bangura a éclairé sur l'état actuel de la diaspora africaine, marqué par un manque d'organisation cohésive et de visibilité. Il a

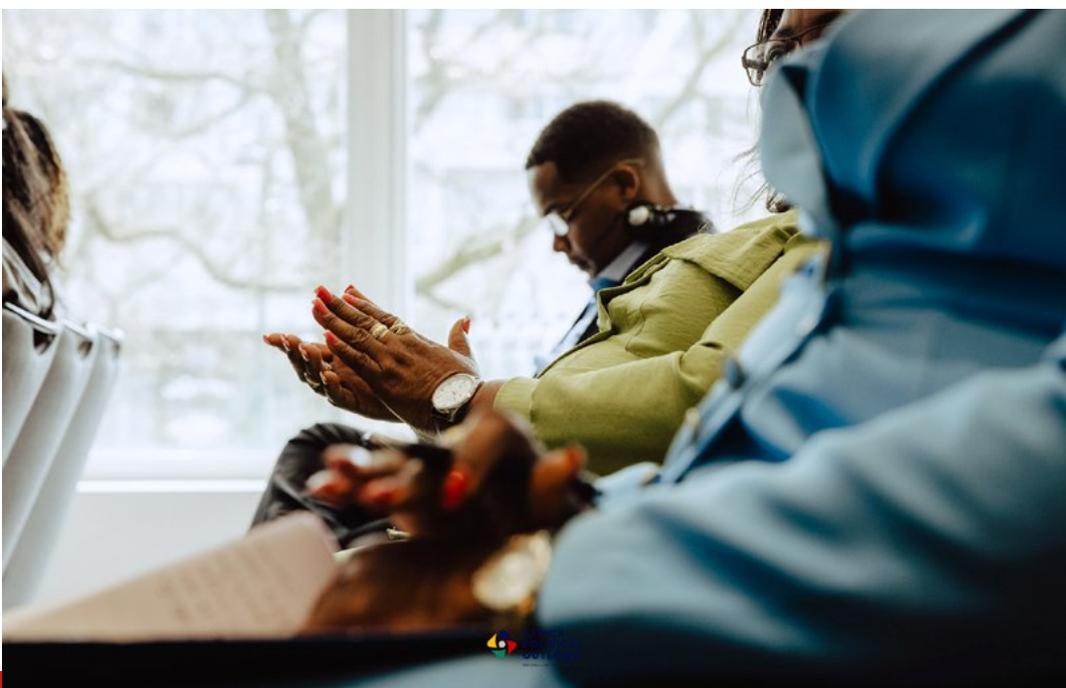
appelé à un changement de paradigme vers l'institutionnalisation, exhortant à la création de structures qui permettent à la diaspora de s'unir, amplifiant ainsi sa voix et son influence à l'échelle mondiale.

Il a souligné la pénurie critique de talents et de compétences en Europe et en Occident comme une tendance macroéconomique que l'Afrique est particulièrement bien placée pour aborder. En exploitant sa population jeune en plein essor et son vaste capital humain, l'Afrique pourrait jouer un rôle décisif dans l'atténuation des pénuries mondiales de talents, se transformant potentiellement en le plus grand exportateur de talents du monde.



Il n'existe pas encore d'ordre institutionnel qui nous permette de nous unir et d'exercer une influence collective. Il est important de reconnaître que l'histoire africaine n'est pas monolithique, ce qui nécessite une approche flexible et adaptative pour promouvoir l'unité et la prospérité sur le continent.

-Alhaji Allie BANGURA



PANEL 4

TIRER PARTI DE NOS COMMUNS : LE POTENTIEL DE L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE, DU DIALOGUE ENTRE VILLES ET DE LA MOBILITÉ CIRCULAIRE

BRUSSELS | 29TH MARCH

BRUXELLES | 29 MARS



Peter BenHur NYEKO

PDG et co-fondateur
Mandulis Energy



Alhaji Allie BANGURA

Fondateur
ADAN Impact & ADAN e.V



Kalvin Soiresse NJALL

Président, parlement francophone
de Bruxelles



Moderateur

Samuel VICKO

Fondateur
Domino

Peter Ben Hur Nyeko, Calvin Soiresse Njall, and Alhaji Allie Bangura ont partagé une gamme diversifiée d'expériences et de perspectives. Peter a souligné la connexion entre les villes mondiales et les zones rurales locales, particulièrement dans le contexte de l'agriculture durable et de l'énergie renouvelable. Il a présenté le cas des déchets de café en Ouganda comme exemple de la façon dont les déchets agricoles peuvent être transformés en ressources précieuses, améliorant les résultats économiques et promouvant les principes de l'économie circulaire.

Kalvin Soiresse Njall a discuté de l'importance des partenariats entre les villes africaines et européennes, soulignant le potentiel des partenariats public-privé (PPP) dans le développement des infrastructures, la transition numérique, la gestion des déchets et la transition énergétique. Il a souligné la nécessité pour le tissu économique local au niveau des villes d'être plus interconnecté et soutenu par des moyens politiques et financiers appropriés.

Le dialogue a également exploré l'importance de créer un écosystème soutenant les entrepreneurs, avec un accent sur l'accès au capital et la mise en place de cadres juridiques favorables à l'investissement. La discussion a mis en lumière les lacunes dans la recherche sur les diasporas africaines, la nécessité de l'institutionnalisation en Afrique et l'impératif de positions influentes pour les Africains dans les contextes mondiaux.

Le panel a réussi à mettre en évidence les défis et opportunités interconnectés à travers l'innovation entrepreneuriale, les dialogues urbains et la mobilité circulaire dans le contexte africain et sa diaspora. En présentant des exemples détaillés et des expériences personnelles, les intervenants ont éclairé la complexité de ces enjeux, offrant une compréhension nuancée qui dépasse les généralités, permettant ainsi aux lecteurs de se sentir comme s'ils assistaient à la discussion du panel.

RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Exploiter l'influence et le capital de la diaspora

En institutionnalisant les contributions de la diaspora et en exploitant leur influence dans les affaires, la politique et la culture, les pays africains peuvent améliorer significativement leurs trajectoires de développement.

2. Cultiver les talents locaux et l'entrepreneuriat

Soulignant le besoin de champions locaux qui peuvent inspirer les autres, le panel a discuté de l'importance de cultiver les talents et l'entrepreneuriat en Afrique. Cette approche peut aider à retenir les talents sur le continent et à réduire la fuite des cerveaux.

3. Promoting Entrepreneurship and Innovation

Peter Ben Hur Nyeko a partagé des perspectives sur l'interconnexion des économies globales et locales à travers l'exemple de la production de café et de la gestion des déchets. Il a plaidé pour des modèles commerciaux innovants qui intègrent les communautés locales aux chaînes d'approvisionnement mondiales, en mettant l'accent sur les avantages économiques et environnementaux des économies circulaires.

4. Renforcer les partenariats public-privé pour le développement des infrastructures

Kalvin Soiresse Njall a discuté de l'impact de l'infrastructure de qualité sur le PIB par habitant et du potentiel du jumelage entre villes africaines et européennes pour améliorer la qualité des infrastructures, y compris dans la transformation numérique, la gestion des déchets et la transition énergétique.

REGARDER LE DISCOURS

PANEL 5

DISCOURS D'OUVERTURE : UN NOUVEAU RÉCIT SUR LA MIGRATION



Mr. Dominique Mbog

Avocat au Barreau d'Anvers

Le dernier panel de l'Outlook politique africain 2024 sur « L'impact des élections européennes 2024 sur les relations UE-Afrique » s'est ouvert sur un discours puissant de Dominique MBOG, avocat au Barreau d'Anvers, qui a appelé à un changement significatif dans le récit entourant l'immigration en Belgique et en Europe. MBOG, parlant de son expérience en tant qu'immigré, a contesté la perception prévalente des immigrants comme des fardeaux et a souligné leurs contributions positives dans divers secteurs. Il a plaidé pour un discours véridique plutôt que pour un changement de narratif, exhortant les sociétés européennes à reconnaître la réalité de qui sont les immigrants et leur valeur pour leurs pays d'accueil.

PANEL 5

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : IMPACT SUR LES RELATIONS UE-AFRIQUE

BRUSSELS | 29TH MARCH

BRUXELLES | 29 MARS



Dorcas K. STAMILI

Candidate aux élections européennes



C. OKITOKANDJO

Candidate aux élections européennes



Moderateur

Joao SOUSA

Directeur général
Public Affairs Council

Suivant le discours d'ouverture, le panel a présenté des discussions avec Dorcas KAYEMBE STAMILI et Chancelvie OKITOKANDJO, toutes candidates aux élections européennes, modérées par Joao SOUSA. Les intervenants ont exploré l'état actuel et les perspectives futures des relations UE-Afrique, particulièrement à la lumière des prochaines élections européennes. Ils ont souligné l'importance de maintenir des relations stables entre l'Europe et l'Afrique, en se concentrant sur des solutions durables aux défis partagés et en plaidant pour un partenariat équitable.

La discussion a révélé un consensus sur la nécessité pour l'Europe de réévaluer son approche vis-à-vis de l'Afrique, en se détachant d'une position paternaliste pour reconnaître l'Afrique comme un partenaire égal. Les panélistes ont plaidé pour des politiques favorisant l'inclusivité, la dignité et le traitement égal pour les immigrants, en soulignant le rôle de la diaspora dans la formation d'une relation plus équilibrée entre les deux continents. Ils ont également abordé l'impact potentiel de la montée en puissance des partis eurosceptiques et populistes au Parlement européen sur

les relations UE-Afrique, exprimant leurs préoccupations quant aux implications pour les politiques migratoires et l'aide au développement.

Les thèmes clés incluaient la nécessité de favoriser les échanges culturels, académiques et artistiques, de soutenir les initiatives de développement économique local en Afrique, et de mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres. Les panélistes ont appelé à un partenariat redéfini qui reconnaît les complexités de la migration et aborde les changements climatiques et les disparités économiques.

Ce résumé transmet la profondeur des discussions, illustrant l'accent mis par le panel sur la création d'un cadre plus équitable et durable pour les relations UE-Afrique. Les perspectives fournies par les intervenants offrent une compréhension nuancée des défis et des opportunités à venir, reflétant le rôle crucial des prochaines élections européennes dans la définition de la future orientation de ces relations intercontinentales vitales.

RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Promouvoir des récits véridiques sur la migration et les contributions des immigrants

Passer d'une représentation négative des immigrants comme un fardeau à la mise en avant de leurs contributions précieuses dans divers secteurs en Europe.

2. Établir des politiques d'immigration équitables et inclusives

Développer et appliquer des lois sur l'immigration qui garantissent un traitement juste, digne et égal pour tous, en accord avec les principes de la constitution belge mentionnée. Cette approche nécessite de reconnaître la valeur ajoutée que les immigrants légaux apportent à leurs pays d'accueil et de les traiter avec le respect et les droits qu'ils méritent.

3. Renforcer les relations UE-Afrique en se concentrant sur le développement économique et social mutuel

Mettre l'accent sur un modèle de partenariat qui considère l'Afrique comme un acteur égal, encourageant l'échange de connaissances et de compétences pour autonomiser les communautés locales et stimuler le développement durable.

4. Address Climate Change Aborder le changement climatique avec un accent sur la justice et la solidarité with a Focus on Justice and Solidarity

Reconnaître le fardeau disproportionné de l'Afrique face aux impacts du changement climatique et collaborer sur des initiatives vertes qui garantissent la justice environnementale et l'équité sociale. L'engagement de l'UE devrait soutenir la transition verte de l'Afrique sans imposer de charges excessives au continent.

REGARDER LE DISCOURS

PRIX AFRICA POLITICAL OUTLOOK POUR LE LEADERSHIP, LA GOUVERNANCE ET L'IMPACT



Cette année, l’Africa Political Outlook a récompensé des personnalités publiques qui se distinguent par leurs investissements dans la gouvernance, dans l’action publique et la transformation et surtout sur les enjeux d’impact local. Elles ont en partage le courage de faire, la volonté sans relâche de bâtir et une certaine idée du bien commun et de l’Afrique : résiliente, souveraine et prospère.

Sylvie Baïpo-Temon

Sylvie Baïpo-Temon est ministre des Affaires étrangères de la République Centrafricaine. Elle se distingue depuis 7 ans à la tête de ce ministère régalien par son combat pour changer le narratif sur son pays, défendre ses intérêts sur la scène internationale, porter dans un contexte difficile, souvent de marginalisation, la voix et la position africaine d’un multilatéralisme équitable, respectueux et juste. Première femme à ce poste stratégique, elle est un modèle inspirant pour les jeunes filles centrafraines et africaines aspirant à des postes de responsabilité politique.

Dr. Martine Wisman

Depuis 15 ans, Dr Martine Wisman parcourt le continent africain pour accompagner l’émancipation des femmes à travers des programmes à fort impact de micro-crédit, de formation technique et d’accès aux services de base. Elle a soutenu plus de 15000 femmes modestes et vivant dans la précarité. Chercheuse engagée et enseignante, elle défend une vision empirique de l’action publique et des politiques d’émergence, fondée sur la recherche-action, l’impact direct sur les communautés locales et l’inclusion systémique de l’approche genre.



Represented Countries / Pays Représentés



Represented Institutions / Organisations représentées



CONTACT

 www.africapoliticaloutlook.org

 contact@africapoliticaloutlook.org

 The Hotel, Brussels
Bd de Waterloo 38, 1000 Brussels, Belgium

POWERED BY:

